

ANNABA

La colère de Benhamadi

Retard dans l'exécution des programmes d'équipement, mauvaise qualité de la téléphonie fixe avec des dérangements récurrents et qui durent dans le temps, défaillance dans l'installation de la connexion ADSL pour des clients disposant pourtant d'ordinateurs et ayant fait la demande depuis des mois, insuffisance des bureaux de poste et de guichets de distribution des billets (GAB), tels sont, entre autres, les problèmes qui sont à l'origine du mécontentement du ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Moussa Benhamadi, lors de sa visite de travail et d'inspection à Annaba.

Les chiffres présentés au ministre par les responsables des structures décentralisées de ces deux entreprises publiques à caractère industriel et commercial (EPIC) parlent d'eux-mêmes. 5 000 dérangements par mois pour la téléphonie fixe, 2,5 % uniquement de la population de la wilaya sont connectés à l'ADSL, 49 bureaux de poste pour une population estimée à quelque 700 000 habitants, un seul et unique bureau de poste pour plus de 50 000 étudiants. Il y a également les pires difficultés, quotidiennes depuis près d'une année maintenant, pour ceux qui sont payés par compte courant postal (CCP). A chaque fin de mois, c'est le tohu-bohu dans l'en-

semble des bureaux de poste et devant les treize – uniquement – guichets automatiques de distribution des billets de banque.

Concernant les autres explications chiffrées présentées pour faire bonne figure et avoir le satisfecit du ministre, celui-ci a répliqué : «Votre approche est complètement fausse. C'est nettement insuffisant. Vous avez accumulé un grand retard inexcusable dans la réalisation des projets. Il est inconcevable de ne pas prendre les devants pour éviter d'arriver à des situations pareilles. Vous avancez l'absence de techniciens pour l'installation de nouveaux équipements. Je vous rappelle que des dizaines de techniciens supé-

rieurs et d'ingénieurs sont envoyés en Chine à cet effet.»

Au sujet de la pose de câbles pour les besoins de la téléphonie, le wali d'Annaba a mis l'accent sur l'opportunité à saisir par les services de la poste et des TIC, lors des travaux entrepris ces deux dernières années par les services de l'hydraulique pour la pose de conduites d'AEP et d'assainissement. Ce qui ne l'a pas été.

«Il manquait une action volontariste», a-t-il souligné, tout en réitérant au ministre la disponibilité de ses services pour ce faire, avant d'énumérer les besoins de la wilaya dans le domaine des PTIC.

«Il nous faut au moins un bureau de poste dans chaque cité des grandes agglomérations urbaines. Des guichets au niveau de l'université, des casernes, des hôpitaux... mais aussi dans chaque agglomération rurale», a précisé le chef de l'exécutif de la wilaya d'Annaba.

Durant sa visite à Annaba, le ministre a eu à inaugurer le premier bâtiment du Technoparc régional situé à Chaiba, commune de Sidi Amar, «un atout de développement économique régional», selon le ministre. Il est au centre d'une zone où sont

implantés le pôle universitaire de Sidi Amar et à quelques encablures le complexe sidérurgique ArcelorMittal d'El Hadjar et des zones industrielles de pont Bouchet et Maboudja et visiter le centre des équipements Orsec à Sidi Salem, chargé de la couverture des wilayas de l'extrême nord-est du pays. A la poste principale d'Annaba, le membre du gouvernement a longuement conversé avec les agents, qui lui ont présenté leurs doléances, principalement d'ordre salarial. Il a tenu à les rassurer, leur expliquant l'accord intervenu en fin de semaine dernière avec leurs représentants syndicaux.

Evocant devant la presse, la poursuite de la grève dans quelques bureaux de poste des wilayas d'Alger, de Chlef, Tizi Ouzou et Béjaïa, M. Benhamadi a estimé qu'après la satisfaction des revendications, il est du devoir des salariés de la poste de montrer leur capacité à relever les défis. «Nous avons un contrat de performance avec l'entreprise pour lui éviter de faire face à des difficultés. L'Etat a mis 14 milliards de dinars pour le secteur afin de le booster et de lui permettre de se développer dans les domaines technologiques de pointe», a souligné le ministre des PTIC.

A. Bouacha

LES DEUA DE BOUMERDÈS PARALYSENT UNE FACULTÉ

«Nous voulons continuer nos études»

Pas de cours, pas d'examens hier à la Faculté des sciences de l'ingénieur de l'Université M'hamed-Bougara de Bumerdès. L'établissement a été complètement paralysé par les étudiants en DEUA (Diplôme d'études universitaires approfondies).

«Après avoir frappé à toutes les portes pour arracher un droit légitime qui est de continuer nos études universitaires, nous voici confrontés au refus de notre administration à élaborer les passerelles entre le système classique et le système LMD, sachant que d'autres universités les ont déjà élaborées et les étudiants en DEUA sont admis dans le système LMD», écrivent dans une déclaration les protestataires qui ont fermé l'accès de leur faculté. Dans la même déclaration, ils accusent l'administration de les traiter comme des voyous et d'envoyer des huissiers de justice pour les intimider. La revendication exprimée est de nature pédagogique, «notre diplôme est dévalué dans la nomenclature nationale alors que nous accomplissons trois années d'études comme les étudiants en licence du système LMD. Nous voulons donc avoir la possibilité de nous inscrire au master 1», disent leurs représentants.

Des centaines d'étudiants des autres filières attendaient l'ouverture du portail pour pouvoir suivre leurs cours ou subir les épreuves de synthèse. Pour diverses raisons, comme nous l'avons relevé, ils sont tolérants à l'endroit des protestataires et estiment que leur revendication est raisonnable et légitime. En l'absence du recteur, c'est le vice-recteur chargé de la pédagogie, Abdelaziz Benaïssa, qui nous a exposé la position de l'administration. «Nous n'avons pas cessé d'expliquer à ces étudiants que les deux systèmes (classique et LMD, ndlr) sont parallèles. De plus, nous ne pouvons pas donner ce que nous n'avons pas, c'est-à-dire ce que la réglementation ne permet pas.»

Notre interlocuteur nous a affirmé, en outre, que les 10 % des meilleurs DEUA sont admis en 3^e année d'ingénieur dans la même filière qu'ils ont précédemment suivie. Selon lui, c'est la future circulaire annuelle qui pourrait éventuellement donner la possibilité à ces cas de s'inscrire en troisième licence LMD en tenant compte, bien entendu, précisera Benaïssa, de l'avis de la tutelle pédagogique des candidats et du nombre de places disponibles. «On ne peut pas rester éternellement à l'université», conclura le vice-recteur.

Abachi L.

TROISIÈME JOUR DU BACCALAURÉAT

Très difficile pour les candidats scientifiques

Au troisième jour de l'examen du baccalauréat 2011, la philosophie était au programme pour les littéraires, et les sciences naturelles pour les scientifiques et matheux. Même si le stress et le trac n'étaient plus au rendez-vous, les candidats continuent à appréhender les sujets.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier au Lycée Arroudj et Kheiredine Barberous ex-Delacroix, rue Didouche-Mourad, à Alger, les candidats au baccalauréat lettres étaient très satisfaits. «Très facile». Telle a été l'épreuve de philosophie pour la plupart d'entre eux. Elèves au lycée Omar-Racim, Imane, Meriem, Ghizlam, Faiza, Chahinez, Rania et Asma ont toutes planché sur le deuxième sujet.

«Le sujet portant sur la justice sociale était très facile. D'ailleurs, nous n'avons consommé que la moitié du temps réglementaire de l'examen», ont-elles précisé. «J'ai bien travaillé dans cette matière dont le coefficient est de 6. Je suis certaine que j'aurais mon bac», dira Imène, toute sûre d'elle. Et à Meriem d'enchaîner : «Nous avons très bien travaillé mais toujours est-il que nous appréhendons la correction.»

Un peu à l'écart, Zakaria semble soulagé. «Honnêtement, je ne m'attendais pas à un sujet pareil. Il

était à la portée de tous ceux qui ont bien révisé et les questions étaient directes et faciles», a-t-il affirmé.

Une autre ambiance règne près du lycée Omar-Racim, dans la commune de Sidi M'hamed. La déception se lit sur les visages des candidats au bac sciences. Ils sont unanimes à dire que «le sujet des sciences naturelles était difficile».

Déçu par le sujet des sciences naturelles, Mounir, élève en classe scientifique au lycée Mezari-Amar, à Alger, a affirmé que le sujet était «long et compliqué». Même remarque pour Madina et Maheiddine. «Les questions étaient indirectes et présentaient des difficultés dans la compréhension».

Formant un petit groupe un peu plus loin, Lina, Nesrine, Yasmine et Kenza estiment que le sujet était «difficile». «Le temps était suffisant mais le sujet était très difficile. A vrai dire, nous n'avions pas eu de choix car les deux sujets étaient pratiquement identiques et comprenaient les mêmes leçons et les plus difficiles du programme», expliquent-elles. Conscientes de l'importance des sciences naturelles dans leur filière, ces scientifiques avouent que, désormais, elles misent sur les maths et la physique.

Côté branches techniques, alors que les candidats en maths techniques qualifient le sujet de sciences naturelles de «difficile», ceux de génie des procédés affirment que l'épreuve de chimie était «très abordable».

R. N.

FINANCEMENT DE L'IMMOBILIER

L'offensive de Société Générale

Sponsor officiel de la prochaine édition du Salon du logement et de l'immobilier, la Société Générale Algérie entend développer l'intérêt pour sa gamme de financement immobilier Marhaba Immo, renforcer la flexibilité et le service de qualité pour les demandeurs.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A sa cinquième édition, le Salon international du logement et de l'immobilier Logimmo 2011 se tiendra du 21 au 25 juin à l'hôtel Hilton (Pins-Maritimes).

Liée à la thématique Logement et Développement durable, cette manifestation suscitera certainement l'intérêt des porteurs de projets immobiliers. Et c'est justement cet objectif qui motive la participation de la banque privée Société Générale Algérie au salon Logimmo, en tant que sponsor officiel et sous le slogan «Avec Marhaba, Votre projet immobilier prend forme».

Fortement impliqué dans le développement du crédit immobilier, depuis 2006 et davantage intensément depuis la mi-2009, SGA présentera sa formule Immo Marhaba. Et comme bonus lors de ce salon, SGA offre une réduction de 50% sur les frais de dossiers, valable jusqu'au 30 juin 2011.

Forte adhésion à la formule

En parrainant cette manifestation, SGA entend, selon des responsables à sa direction générale, développer son capital clients (un portefeuille actuel de plus de 250 000 particuliers pour un encours de 2,5 milliards de dinars), offrir des services innovants et flexibles. Lancée depuis quelques mois, la formule Marhaba, une gamme de proximité, suscite une forte adhésion des particuliers, dira la directrice Clientèle privée et professionnelle à SGA.

Et d'autant, selon M^{me} Lakhal, que cette formule répond aux besoins des postulants, selon la nature des projets (acquisition Vente sur plan ou logement fini, construction, PAP, travaux d'embellissement, surélévation, extension...) et selon leurs capacités. La demande est importante, avec une moyenne de 200 dossiers traités par mois et le rythme a évolué de 200%, par rapport à l'année dernière et le 1^{er} trimestre 2011, relève-t-on à la direction générale.

«Nous avons consacré du temps, développé notre système d'information, formé nos équipes. Mais une fois lancée, cette formule est entrée en pleine phase de production», a affirmé Mme Lakhal. Un intérêt accru pour le logement promotionnel aidé (LPA), grâce à la bonification des taux d'intérêt et dans la mesure où le financement peut aller jusqu'à 20 ans.

Outre l'apport personnel et l'aide frontale de la Caisse nationale du logement (CNL), la banque peut financer au moins le tiers du coût du logement. A charge cependant que l'offre soit disponible.

Un engouement perceptible également pour l'offre Travaux Marhaba. Un «produit phare», selon la directrice clientèle et qui assure une certaine flexibilité pour les demandeurs. Ceux-ci ne sont pas tenus, en effet, de présenter des hypothèques pour les travaux d'un montant inférieur à 1 million de dinars.

Credo : fluidifier le traitement des dossiers

En outre, la domiciliation à SGA n'est pas exigée aux postulants qui peuvent bénéficier du prélèvement CCP. «Cette gamme est ouverte à tout le monde», a affirmé la directrice clientèle, même pour les émigrés algériens intéressés par le crédit acquisition.

Autre avantage, des délais de réponse qui ne dépassent pas la semaine, notamment dans le cadre de Marhaba Travaux. Voire, les décaissements ne dépassent pas les deux semaines pour le crédit P A P (de particulier à particulier). En ce sens, le secrétaire général de Société Générale Algérie, Mohamed Arabi, rappelle l'engagement de la banque à «fluidifier le traitement» des dossiers.

De même, SGA développe une large poli-

tique de proximité et d'information de la clientèle, que ce soit au niveau des agences ou du call center, en particulier durant la période estivale pour les ressortissants algériens. Mais aussi par le biais des équipes mobiles qui assurent notamment l'intermédiation pour les questions d'assurances, et avec les promoteurs immobiliers.

Développer un service de qualité

Dans ce cadre, des accords lient la banque et des promoteurs immobiliers, en vue de faciliter l'accès aux crédits, comme le relève le responsable du département prêt immobilier, Bouazza M. Lamine.

Une démarche voulue pour répondre à la demande immobilière, offrir des prestations et des services de qualité, «la meilleure qualité», dira M. Arabi. Et d'autant que Société Générale Algérie vient d'être certifiée pour son système management de la qualité pour les activités de commerce international.

En effet, le bureau international Afaq-Afnor a accordé, le 31 mai dernier, la certification au référentiel qualité ISO 9001-2008 des activités de réalisation de prestations de services pour le traitement et la gestion des opérations documentaires et virements commerciaux à l'international.

C. B.